



**Deux jeunes Français d'origine algérienne ont été tués par des policiers le 6 décembre 1986. La mort de l'étudiant Malik Oussekkine subsiste dans les mémoires, moins celle du fils de travailleur immigré Abdel Benyahia, tué par un officier de police ivre à Pantin.**

## Nos frangins

Film de Rachid Bouchareb

Durée : 92' ; distribution : Le Pacte

Comme avec son film *Indigènes* qui a fait date dans la prise de conscience du rôle des tirailleurs maghrébins lors de la libération de la France, Rachid Bouchareb aborde dans *Nos frangins* une question essentielle, la persistance de violences policières en l'absence d'une instance d'enquête indépendante de la hiérarchie policière.

Il a imaginé une fiction autour de personnages forts : un inspecteur de l'Inspection générale des services (l'IGS) censé enquêter sur ces deux meurtres mais bridé par sa hiérarchie policière ; un employé musulman africain de l'Institut médico-légal qui est le seul à faire preuve alors d'une attitude simplement humaine ; un frère et une sœur de Malik Oussekkine qui découvrent que leur frère issu d'une famille musulmane s'intéressait au catholicisme et envisageait de se convertir ; et un personnage du père d'Abdel Benyahia qui incite un frère et les amis d'Abdel à « ne pas faire de vagues », alors que ces derniers refusent le mensonge policier et demandent justice.

Le film mélange des scènes inventées à des images d'archives montrant les interventions violentes des voltigeurs motocyclistes, les mensonges du pouvoir démentis par les déclarations d'un témoin du matraquage qui a causé la mort d'Oussekkine. Le fait que le film s'arrête là et montre un personnage du père d'Abdel faisant profil bas lui a été reproché. Il n'évoque pas la formation du collectif « Justice pour Abdel » qui a milité ensuite pour obtenir la condamnation du policier, ni le film de vingt minutes intitulé *Abdel pour mémoire*, réalisé par Mogniss Abdallah en 1988, à la veille du procès à Bobigny où le meurtrier a été condamné à sept ans de prison<sup>(1)</sup>.

Mais ce choix du cinéaste<sup>(2)</sup> relève de sa liberté de création dans le cadre d'une fiction inspirée de faits réels. Il a le mérite de mettre l'accent sur le conflit de généra-

tions qui s'est souvent produit au sein de l'immigration<sup>(3)</sup>, puisque beaucoup d'immigrés algériens de la première génération, même parmi ceux qui ont été actifs pendant la guerre d'indépendance, se sont faits ensuite les plus invisibles possible, à la différence de la génération de leurs enfants, qui ont dénoncé les assassinats racistes commis ensuite et se sont mobilisés lors des marches pour l'égalité de 1983 et 1984. Le scénario invente aussi un personnage d'inspecteur de l'IGS mal à l'aise, face aux consignes que sa hiérarchie l'oblige à appliquer. Et le réalisateur a su faire incarner ses principaux personnages par d'excellents acteurs<sup>(4)</sup>. Ce beau film suscite l'émotion en même temps qu'il fait réfléchir.

### Avant 1989 et l'obsession du foulard

L'un des grands mérites de *Nos frangins* est aussi de donner à voir ce qui sépare les années d'avant le début de la polémique déclenchée en octobre 1989 sur le port du foulard à l'école, et la période qui a suivi, marquée par un basculement progressif de la société française dans une obsession du foulard liée à une perception réductrice de la religion musulmane. C'est le début d'un détournement de la laïcité au profit d'un usage impropre de cette notion, d'un basculement qui a pour conséquence de marginaliser les musulmans et d'introduire une division profonde au sein de la nation.

En 1986, les images d'actualités télévisées reprises dans ce film montrent des responsables politiques importants qui refusent le racisme. Ainsi Pierre Mauroy tient un discours qu'on entendra de moins en moins par la suite : « C'est donc un étudiant comme tous les autres, il s'appelait Malik, et c'est bien là une des réalités de la France d'aujourd'hui ; depuis l'école maternelle jusqu'à l'université, les enfants de France d'où qu'ils viennent travaillent ensemble, se reconnaissent et s'aiment, il n'est pas question pour eux d'exclure Paul ou Jacques, et pas

d'avantage Yasmina ou Malik ». Mais ce discours antiraciste tenu alors par une grande partie des forces politiques françaises avait déjà commencé à être abandonné lorsqu'en 1983, le même Pierre Mauroy s'en était pris à une grève ouvrière au prétexte que des travailleurs de religion musulmane y étaient actifs<sup>(5)</sup>. Par ce changement de discours, une frontière artificielle a commencé à être tracée entre ouvriers, élèves ou familles de notre pays, les musulmans étant suspectés de se déterminer en fonction d'intérêts différents, liés à leurs origines et à leur religion, un changement de discours qui a commencé à les constituer en « ennemis de l'intérieur ». Une évolution que les drames terroristes que nous avons connus ont renforcée.

*Nos frangins* donne à voir ce basculement qui n'a cessé de servir de base idéologique à l'essor de l'extrême droite. Le film pose aussi la question de la laïcité et de la liberté de conscience qu'elle implique.

(1) Le reproche a été fait lors d'une avant-première de ce film à la Courneuve le 2 décembre 2022, dont rend compte un article sur le site de la ville : <https://lacourneuve.fr/news/2022/pour-abdel-le-combat-dune-famille>. La demande a été exprimée de projeter ce film documentaire en même temps que *Nos frangins*.

(2) Avec sa coscénariste Kaouthar Adimi.

(3) Signalé par exemple dans la postface « Le silence des familles algériennes en France » à l'édition de 2021 de Marcel Péju, Paulette Péju, *Le 17 octobre des Algériens*, suivi de *La triple occultation d'un massacre*, par Gilles Manceron, La Découverte Poche, 2021.

(4) En particulier Reda Kateb et Lyna Khoudri pour incarner le frère et la sœur de Malik, Samir Guesmi dans le rôle du père d'Abdel et Raphaël Personnaz dans celui de l'inspecteur de l'IGS.

(5) « Les principales difficultés sont posées par des travailleurs immigrés [...] agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises ».

**Gilles Manceron,  
membre du Comité  
national de la LDH**